

Nous ne nous étions pas trompés. Pour la seconde année consécutive les résultats académiques au brevet et au bac battent des records. C'est au bac général notamment que ceux-ci explosent : 91,8% de réussite, soit une augmentation de 2,4%. C'est du jamais vu et la Rectrice ne s'est pas privée de s'en féliciter. Pourtant SUD Éducation Lorraine n'est pas surpris. Cette augmentation ne tient pas à une brutale amélioration du niveau des élèves ou de leurs conditions de préparation. Le développement du contrôle en cours de formation n'y est pas pour rien. Mais surtout, dans un contexte où sont mis en concurrence entre eux établissements, académies, pays et où chacun veut montrer que tout va bien, des consignes de bienveillance et autres pressions hiérarchiques ont été exercées sur les jurys et correcteurs, pressions que nous avons dénoncé en juin dernier¹.

Rentrée 2013 : Non, tout ne va pas bien dans l'enseignement !

Les conditions d'enseignement continuent à se dégrader. Aujourd'hui, **à l'heure de la première rentrée entièrement préparée par V. Peillon, nous savons que la politique éducative est en parfaite continuité avec les précédentes.** Elle poursuit la mise en œuvre de l'école du socle commun et des compétences, l'adaptation de l'école aux exigences du marché et s'inscrit dans le cadre de la politique d'austérité poursuivie par le gouvernement pour répondre aux exigences du patronat.

- ➔ **C'est la rentrée chaotique de la réforme des rythmes scolaires** dans le primaire. Une réforme bricolée, non financée, inégalitaire, imposée malgré l'opposition qu'elle a suscitée chez les personnels et le scepticisme dans les communes. Cette réforme ne concerne d'ailleurs qu'à peine un élève sur 5 en Lorraine et sur le territoire national (à peine 7 % des élèves en Meurthe-et-Moselle !). Le ministre lui-même annonce des couacs prévisibles, en particulier sur le périscolaire, où dans beaucoup de communes les élèves seront en sureffectifs avec des personnels mis en difficulté car sans formation ni qualification adaptées.
- ➔ **C'est la rentrée qui voit fermer définitivement certains lycées professionnels.** Charmes, Guénange, Auboué, Moyeuvre-Grande. D'autres sont menacés dans l'Académie de Nancy-Metz. Que l'on n'invoque pas la baisse d'effectif, la réalité est plutôt que ces établissements ont été peu à peu étouffés par les politiques éducatives de droite et achevés par un Conseil Régional de gauche. Tous d'accord par ailleurs pour voir dans l'apprentissage (fût-il privé) un mode de formation bien plus économique et adapté aux attentes des grandes fédérations patronales. Et tant pis si la formation professionnelle sous statut scolaire permet aussi (surtout) de faire des jeunes issus des classes populaires autre chose que de la chair à patron.²
- ➔ **C'est la rentrée de l'adieu à la promesse de 60 000 créations de postes.** Cette année encore les élèves lorrains auront devant eux moins d'enseignants que l'année précédente. Au niveau national les postes ouverts aux concours accueillent moins de candidats admis que de départs à la retraite et, comme fait exprès, les nombreux postes non pourvus seront occupés par des personnels sous contrat précaire. Comment comprendre cela autrement que comme volonté délibérée quand, par exemple, tant de candidats au professorat des écoles ont été recalés par un zéro éliminatoire à l'épreuve correspondant pourtant à leur formation universitaire et alors que leurs résultats étaient par ailleurs globalement bons. Le projet de budget 2014 n'annonce lui que 10 000 créations de postes dans l'EN quand 14 000 par an auraient été nécessaires pour tenir la promesse de 60 000 sur le quinquennat (déjà loin de compenser les 80 000 postes détruits sous Sarkozy).
- ➔ **C'est donc aussi la rentrée de la poursuite du recours massif à la précarité** et aux heures supplémentaires car les besoins sont là et il faut bien y répondre a minima. En la matière, ce gouvernement n'a rien à envier au précédent, au contraire, puisqu'en plus des traditionnels CDD et vacataires, apparaissent les « emplois d'avenir professeurs » et les « contractuels admissibles ». Cette année, dans notre académie, à côté des 440 enseignants et CPE stagiaires exerceront 454 contractuels admissibles (y compris dans le 1^{er} degré), 335 emplois d'avenir professeurs et 3820 contrats aidés. C'est dire la hauteur des besoins ! Et si la Rectrice s'étonne du fait que de nombreux stagiaires aient déjà enseigné, pas nous.
- ➔ **C'est également la rentrée de 3 chantiers** annoncés par le ministère :
 - L'éducation prioritaire pour laquelle seront organisées des assises inter-académiques. Nancy-Metz sera d'ailleurs

1 <http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1041>

2 <http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article973>

en charge de leur organisation dans le grand Est. Mais le débat est d'ores-et-déjà mal engagé, le Ministère affirmant qu'il n'y a pas de problème de moyens.

- La réforme du collège dont certaines possibles grandes lignes ont été annoncées, notamment la séparation du temps scolaire en trois sans pour autant rompre sur le fond avec les politiques éducatives précédentes : introduction d'un *tronc commun* qui confirmerait le principe du contestable socle commun ; *activités complémentaires différenciées* qui maintiendraient les hiérarchisations entre actuelles options favorisant la reproduction des inégalités sociales ; et *activités de renforcement* (aide, soutien, tutorat...) continuant d'externaliser le traitement de la difficulté scolaire hors de la classe, et sans pour autant favoriser la possibilité de différenciation pédagogique au sein de la classe par des effectifs plus réduits et des conditions d'enseignement améliorées. Bref, une réforme à moyens constants qui, une fois de plus, bouleversera et augmentera la charge de travail des personnels sans rien améliorer sur le fond.
- La réforme des statuts des enseignants du 1^{er} et du 2nd degré. Le ministère annonce la mise en place de pas moins de 13 groupes de travail à un niveau national. Il est à craindre que nous soit resservie la méthode de l'été 2012 : pseudo grand débat et confusion dans lesquels s'engouffrent les organisations syndicales cogestionnaires, pour finalement voir revenir par la fenêtre les projets libéraux que les collègues refusent depuis des années. Et en cette matière, la Cour des comptes a fait ses propositions et n'a pas été désavouée par V. Peillon : annualisation des services, flexibilisation du temps de travail, tous remplaçants, renforcement du pouvoir hiérarchique, polyvalence au collège, mobilité forcée, recrutement local, postes à profil, salaire au mérite... SUD Éducation Lorraine s'y opposera.

➔ **Au lycée c'est la rentrée du statu quo, endeillée par un nouveau suicide enseignant** : le gouvernement ne voit toujours rien à retoucher sur la réforme Châtel au lycée, ni sur celle du bac pro 3 ans. Au contraire, en septembre 2012 c'est avec brutalité que l'actuel ministère avait achevé la mise en œuvre de la réforme STI2D (réforme du lycée technologique industriel) de son prédécesseur³. Le CHS-CT de Nancy-Metz avait ensuite publié un rapport accablant sur le niveau de souffrance des enseignants⁴, dans l'indifférence du Ministère. Aujourd'hui, l'état de souffrance de nombreux collègues de STI est tristement illustré par un nouveau suicide, la veille de la rentrée. Dans sa lettre⁵, Pierre Jacque dit clairement avoir été poussé à cet acte en raison de l'« évolution du métier d'enseignant » et donne un triste écho à ce que nous avons dit plus haut sur le décalage entre d'une part les résultats du bac et d'autre part le niveau et les conditions de préparation des élèves. SUD Education Lorraine s'associe à la douleur de la famille, des collègues et des amis de Pierre Jacque, et à la demande collective que soit fait un bilan sincère de la réforme STI2D et annoncé sans délai des réorientations conséquentes dans cette voie du lycée.

➔ **A l'université, c'est la rentrée de la mise en œuvre de la loi Fioraso**. Baptisée d'ailleurs « LRU 2 », elle enfonce le clou dans la marchandisation de l'enseignement supérieur et de la recherche. On poursuit l'objectif de créer des mastodontes universitaires à la gestion managériale digne des grandes entreprises privées, les yeux rivés sur la concurrence et les classements internationaux. Et quels résultats pour la grande partie des usagers et les personnels ? L'autonomie (budgétaire notamment) pousse les universités à vouloir augmenter leurs frais de scolarité, à rechercher d'autres sources de financement, notamment via les entreprises privées ou le mécénat. Côté dépenses, l'Etat s'étant déchargé de la gestion de la masse salariale, c'est celle-ci qui fait office de variable d'ajustement (suppressions de postes et recours massif à la précarité). Actuellement, plus de la moitié des universités françaises sont en grande difficulté financière. La conférence des Présidents d'Université elle-même prévoit que toutes soient en déficit en 2014. L'université de Lorraine l'est déjà de 1,5 millions d'euros. La solution présentée par le président passe par le gel de 50 à 60 postes par an pour 2014, 2015 et 2016 au moins.

➔ **Enfin, c'est la rentrée d'une nouvelle attaque sur les retraites** : poursuite de la loi Fillon, augmentation de la durée de cotisation, baisse des pensions et des salaires. Il faut construire la mobilisation la plus large pour refuser tout nouveau recul

Pour l'éducation, comme pour le reste, le véritable changement dépend de nos mobilisations. SUD Éducation Lorraine appelle les personnels à multiplier les assemblées générales et à participer à toutes les initiatives qui œuvrent à la construction d'un mouvement d'ensemble pour changer les rapports de force : par nos luttes, empêchons toute régression de nos droits, imposons l'abrogation des contre-réformes et la satisfaction de nos revendications, pour une autre école, une autre société.

3 <http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article972>

4 <http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?breve529>

5 <http://destimed.fr/Marseille-Suicide-d-un-professeur>